Communiqué de la liste « Communauté & Démocratie »
21 avril 2023

À la suite des événements des derniers jours, la liste « Communauté & démocratie » soutenue par l'intersyndicale FERC SUP CGT - SNESUP - SUD EDUCATION et ouverte à tou·tes, souhaite faire part de sa vive protestation quant à l'intervention des forces de l'ordre le mardi 18 avril au sein de notre Campus, qui a conduit à évacuer les étudiant·es occupant pacifiquement l'amphi Guyon et l'ensemble du bâtiment Egger.

Nous déplorons grandement l'attitude et les actions de la direction de l'UFR dans ces événements. Alors qu'une motion de soutien à la mobilisation contre la réforme des retraites avait été votée par le Conseil de l'UFR lors des semaines précédentes, comment ce soutien a-t-il pris forme ? En décrétant une fermeture du site à la suite de l'occupation du bâtiment Egger par les étudiant·es le 11 avril, lequel devait ouvrir sur une Assemblée Générale massive de tou·tes les étudiant·es de l'UFR ALLSH le jour même, la direction a *de facto* empêché que cette action, réalisée en soutien au mouvement social, puisse se dérouler et a conduit à l'intervention des forces de l'ordre, une semaine plus tard.

Les raisons invoquées par la direction de l'UFR ne nous semblent ni convaincantes ni pertinentes : la présence de groupuscules d'extrême droite au sein du Campus, si elle est réelle, ne peut justifier la fermeture du site. Par ailleurs, comment comprendre que la crèche soit restée ouverte, alors qu'elle est située à proximité du bâtiment occupé ?

Nous nous interrogeons par ailleurs sur la légalité de cette fermeture. Alors que plusieurs membres de la Direction ont affirmé publiquement qu'aucun arrêté de fermeture administrative n'était utile pour fermer le site (notamment le 14 avril, puis le 17 avril lors du Comité des Études), le 18 avril a été publié sur le site de l'université, un arrêté du 12 avril signé du Doyen de l'UFR et du Président d'Aix-Marseille Université. Or, plusieurs services de l'université ont continué à travailler après le 12 avril…

Nous déplorons plus largement le manque de dialogue dans la gestion de cette crise : en dépit de nos demandes répétées de concertation, nous n'avons jamais été informé·es de l'évolution de la situation. Nous avons soutenu le Comité de Mobilisation des personnels d'Aix-en-Provence qui a sollicité un rendez-vous avec le Doyen le vendredi 14 avril, entrevue lors de laquelle nous avons demandé que l'UFR s'engage à empêcher toute intrusion des forces de l'ordre dans notre Campus. Si cette intervention est du ressort de la Préfecture, celle-ci ne peut avoir lieu sans l'aval des autorités universitaires. En tout état de cause, cette Direction n'a pas mis tout en œuvre pour éviter cette intervention ; un dialogue, entre les membres du Conseil et des Comités, avec l'intersyndicale et les étudiant·es mobilisé·es ou non mobilisé·es, voire la tenue d'une Assemblée générale de l'ensemble de la communauté universitaire auraient pu permettre une autre issue à la crise. Les images des forces de police lourdement casquées et armées pénétrant dans un campus universitaire au petit matin, fouillant les étudiant·es, relevant leurs identités, traînant un des leurs par terre, ne doivent pas être banalisées.

Plus généralement, c'est l'attitude de la Direction que nous regrettons, Direction que nous tenons responsable en partie de cette issue désastreuse pour le mouvement social au sein de notre université. Notre liste a exigé, pendant toute la durée de cette crise, la convocation d'un Conseil extraordinaire, en vertu de l'Article 15 du fonctionnement du Conseil, par la saisie d'un tiers au moins de ses membres – Conseil qui ne s'est tenu que le mercredi 19 avril, soit… le lendemain de l'intervention des forces de l'ordre. Lors de ce Conseil extraordinaire, nous avons adressé les questions suivantes, dont la plupart sont restées sans réponse ou n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante :

- Pourquoi le Doyen n'a-t-il pas tenu informé le CUFR ni répondu à la demande de tenue d'un CUFR exceptionnel en fin de semaine dernière ?
- Le président Berton l'a probablement consulté avant de décider une intervention des forces de l'ordre. Que lui a-t-il dit ? Quelles ont été ses préconisations ?
- L'UFR réitère-t-elle sa position sur la réforme des retraites ? Si oui, comment l'UFR peut-elle avoir choisi de fermer immédiatement le campus, invoquant un motif d'insécurité imminente, avant même la tenue de l'Assemblée Générale étudiant.e qui devait suivre moins de trois heures plus tard, Assemblée générale qui avait précisément pour but de permettre à tous les étudiant·es du site de s'exprimer sur les moyens de la mobilisation contre la réforme des retraites ? Après des échanges avec la direction, une Assemblée Générale a bien eu lieu, dans des conditions irréelles : de part et d'autre de la grille d'entrée du site, avec une partie des étudiant·es débordant sur la route, étudiant·es soumis·es à des informations confuses sur la tenue de cette Assemblée Générale après la réception d'informations officielles annonçant la fermeture du site.
- Quelles ont été les « tensions importantes » dont le président a fait état pour justifier une nouvelle fermeture du campus Schuman ALLSH, alors qu'une trentaine d'enseignant·es chercheur·es présent·es toute la journée sur le site aux côtés des étudiant·es attestent vigoureusement qu'il n'a jamais régné aucune tension d'aucune sorte ?
- Pourquoi la crèche des personnels est-elle restée ouverte, alors que son entrée se fait tout à côté de l'amphi Guyon ? Est-ce compatible avec une décision de fermeture pour raisons de sécurité ?
- A-t-il été pris en compte que la fermeture du site entraînait *de facto* l'évacuation de toutes les composantes du Cube, en particulier la cessation des activités du Théâtre Vitez et notamment l'accueil d'une résidence de création d'un projet doctoral ainsi qu'une création théâtrale universitaire qui devait entrer en répétitions et en représentations publiques? Aucune solution pérenne de substitution n'a d'ailleurs pu être trouvée par l'équipe du théâtre à cette date à moins de locations et d'embauches supplémentaires impossibles à faire prendre en charge par la section Théâtre... Les salarié·es du Théâtre Antoine Vitez ont-ils·elles d'ailleurs été averti·es de cette fermeture ? Cette longue interruption a-t-elle nui à leur activité professionnelle et en a-t-on évalué le coût, l'UFR s'est-elle engagée à le supporter ?
- Les étudiant·es mobilisé·es évoquent un maître-chien en cours de licenciement par la société de sécurité ONET. À la connaissance de l'UFR, ce licenciement est-il en cours et pour quelle raison ? Nous demandons que l'UFR, exige de l'université, qu'elle fasse pression sur cette société pour qu'il ne soit pas licencié ou, s'il l'est déjà, pour qu'il soit réintégré.

Par ailleurs, nous avons exigé qu'un constat de l'état du bâtiment Egger soit fait, en présence de membres du Conseil, et de représentant·es des étudiant·es, afin qu'il soit réalisé en toute transparence. Ce jeudi 20 avril, si des représentant·es des étudiant·es ont pu accéder au bâtiment, la direction a refusé sans explication la présence d'une étudiante engagée dans la mobilisation et l'occupation. Devant cette décision inacceptable, nos membres élus se sont retirés et ont refusé d'être présents à l'état des lieux.

Il nous faut désormais tirer collectivement un bilan politique de ce désastre.

Les élu·es de la liste « Communauté et Démocratie » et leurs soutiens exigent un changement radical de politique au sein de l'UFR quant aux méthodes de gouvernance : ces dernières semaines sont la suite de plusieurs mois au cours desquels nous avons constaté l'absence de concertation dans les grandes décisions de notre UFR. C'est pourquoi nous réclamons davantage de transparence et de dialogue, et d'être associé·es plus largement. Nous refusons que le Conseil et les Comités restent de simples chambres d'enregistrement, validant des arbitrages déjà faits en cercle restreint par la Direction.

Enfin, nous témoignons notre plein soutien aux étudiant·es mobilisé·es, qui ont su rester dignes tout au long de l'occupation jusque lors de leur évacuation, et nous exigeons qu'aucune poursuite ne soit engagée par AMU contre ces étudiant·es mobilisé·es pour leur avenir en soutien aux travailleurs et travailleuses.